



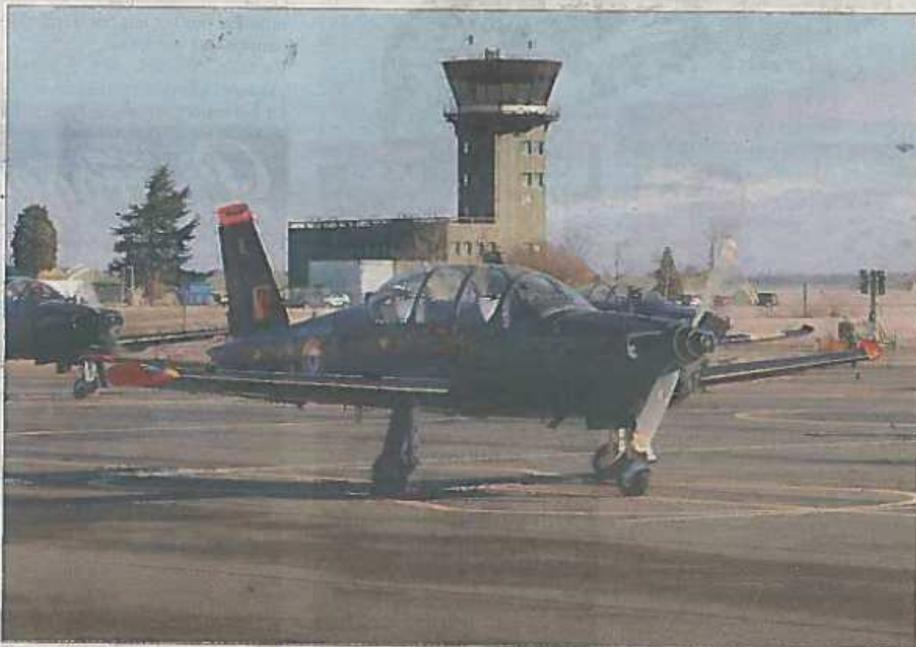
REVUE DE PRESSE
SUD-OUEST ET CHARENTE LIBRE
DU 22 FEVRIER 2016

■ La BA 709 de Cognac-Châteaubernard s'apprête à «monter en puissance» ■ L'occasion d'ouvrir les portes des 464 hectares d'un «village» où drones et Rafale se côtoient ■ Mais pas seulement.

La base aérienne en opération séduction

Maurice BONTINCK
m.bontinck@charentelibre.fr

La Grande Mulette se dévoile. Les 464 hectares et douze kilomètres de clôture de la base aérienne 709 de Cognac-Châteaubernard sont tellement inscrits dans le paysage depuis sa création en 1938 qu'on en oublierait presque qu'elle est le premier employeur du Cognacais avec ses 1 100 personnes employées, militaires et civils, inclus présents. «On est un village avec pas mal d'interactions et de personnes sur le reste du territoire», résume le colonel Étienne Faury, commandant de la base depuis septembre 2014. Et de rappeler qu'environ 30 millions d'euros sont injectés chaque année dans l'économie locale par des personnels présents sur la base - environ 120 - comme en dehors. Surtout, la BA 709 est amenée à se développer dans les mois et années à venir. En hommes, comme en infrastructures. En 2015, l'investissement dans les infrastructures s'est élevé à 1,5 million d'euros. Cette année, ce sera entre 2,5 et 3 millions d'euros. Pour donner un ordre de grandeur, c'est l'équivalent du budget investissement de la ville de Cognac en 2015... Les travaux de rénovation de la tour de contrôle doivent se



La formation des pilotes et l'escadron des drones, vont «monter en puissance» d'ici 2019.

Photos Christophe Barraud

terminer en 2016 tandis qu'une des deux pistes va être entièrement refaite cet été. Le contexte international et l'augmentation des moyens donnés à l'armée en général, amèneront également de nouvelles recrues sur cette base où tous les pilotes

de l'armée française passent au minimum 23 semaines dans le cadre de leur formation. «En 2015, une centaine de pilotes sont venus se former ici», rappelle le major Didier Giraud, devant le simulateur de la base. 10% de l'activité aérienne de l'armée de l'air se déroule à Cognac. Et la BA pourrait ainsi «récupérer» dans les mois à venir de nouvelles spécialisations dans le cadre de la formation des pilotes de chasse.

«Montée en puissance» de l'escadron de drones

Les sénateurs de la commission défense sont venus il y a quinze jours visiter les installations cognacaises qui possèdent également 86.500m² de bâtiments. Avec parfois des surprises à l'intérieur comme la présence d'un Rafale en cours de maintenance la semaine passée dans un des très nombreux hangars. L'autre activité en plein développement con-

cerne les drones. Depuis 2009, la BA 709 accueille l'escadron de drones de l'armée française. Actuellement, Cognac dispose de deux systèmes pour réaliser ses missions (Harfang et Reaper). Mais d'ici 2019, quatre systèmes seront mis en œuvre. «Une montée en puissance à la fois humaine et technique», explique l'état-major. «C'est une activité dynamique mais compliquée», précise le colonel Faury à propos de cet escadron dont «95% de l'activité se fait en opérations extérieures (Opex)». En 2015, 220 militaires sont allés en Opex. Une activité sensible également étant donné la place stratégique des drones, en particulier pour lutter contre le terrorisme et soutenir les activités des forces spéciales. Mais là aussi, la BA 709 accepte de communiquer plus facilement dessus, comme en a aussi témoigné il y a dix jours la journée des lycéens, où les adolescents ont pu découvrir certaines images prises

La BA cherche à recruter des maîtres-chiens

Ils sont cantonnés tout au fond de la base. Discrets jusqu'à ce qu'on approche des box des chiens, essentiellement des bergers belges malinois. Parmi la cinquantaine de métiers sur la BA 709, le quartier des maîtres-chiens n'est pas le plus connu. Même si la mort d'un chien lors de l'assaut de la cache terroriste de Saint-Denis a mis en lumière le rôle en première ligne des chiens de l'armée. C'est pourtant un des métiers qui recrute le plus. «Nous avons quatorze chiens, nous n'allons plus qu'être dix militaires mais nos effectifs doivent doubler rapidement», explique le sergent-chef Mickaël Bertrand, accompagné depuis six ans par Matisse. En raison de la menace terroriste, l'armée a décidé de renforcer ses effectifs. Le sergent-chef a intégré la BA en septembre après avoir été basé à Villacoublay, en charge notamment d'inspecter les lieux avant chaque décollage de l'avion présidentiel. «C'est un métier où l'on va énormément en Opex», précise-t-il pour montrer que ces militaires ne sont pas seulement cantonnés à surveiller les sites sensibles français.



par drones lors de missions en Afghanistan. Cette volonté de s'ouvrir vers l'extérieur, à la presse comme au public, correspond aussi à la nécessité de l'armée de recruter. Au-delà du «haut de la pyramide» constituée par les pilotes, la BA 709 propose près d'une cinquantaine de formations et métiers différents. Certains sont insoupçonnés comme celui de maître-chien, qui cherche à recruter (lire ci-dessus).



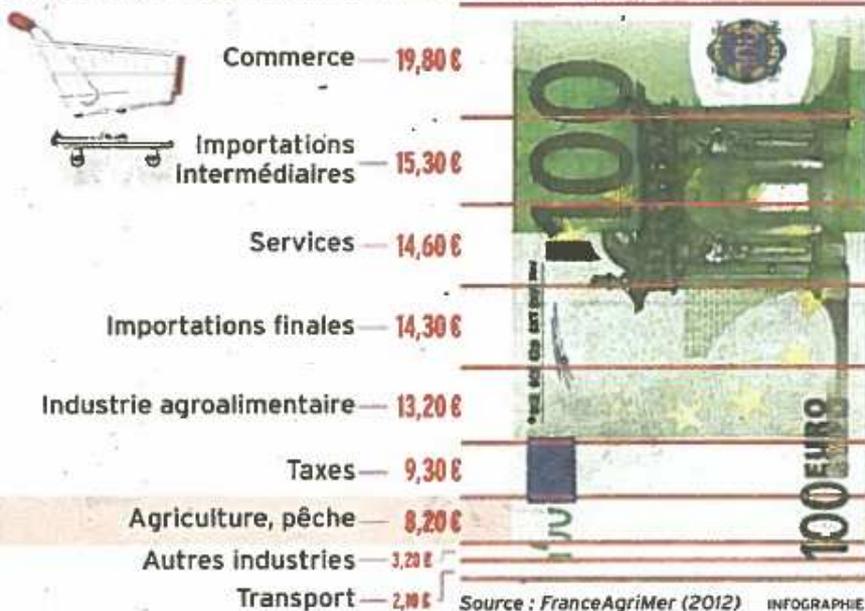
Le colonel Étienne Faury commande la base aérienne depuis septembre 2014.

Pour l'agriculteur, la part du pauvre

Manuel Valls peut promettre de nouvelles aides aux agriculteurs avec une baisse des cotisations sociales, cette énième mesure d'urgence ne règle rien sur le fond du malaise agricole. Il serait temps de se pencher sur les équilibres de la distribution. Comme le montre le rapport de l'Observatoire de la Formation

des Prix et des Marges, consultable sur le site du ministère des Finances, c'est l'agriculteur, producteur sans lequel la chaîne n'existe pas, qui reçoit la plus faible part: un peu plus de 8%. Autrement dit, il travaille pour les intermédiaires. Un beau sujet de réflexion avant le Salon de l'agriculture...

Sur 100 € payés par le consommateur, 8,20 € reviennent à l'agriculture ou à la pêche



L'humoriste Paulo fait salle comble à Châteaubernard

On est venu de partout, vendredi soir à Châteaubernard, pour voir et entendre Paulo, alias Jean-Yves Mottais. L'humoriste sarthois a fait salle comble au Castel avec un public de 570 personnes (1). Une performance pour celui qui, pour beaucoup, était un illustre inconnu. Un exploit de la part de celui qui joue aussi sa partition sur les réseaux sociaux, ou qui a déjà fait rire le public de l'Olympia, en 2013, et d'autres théâtres de la capitale, mais qui reste en marge des grands circuits médiatiques.

«Ils n'ont pas tout compris la première fois, c'est pour cela qu'ils reviennent», balance ce comptable de formation, ancien salarié des «Poulets Loués» qu'il met en scène, à propos des personnes venues spécialement de Dordogne, où il s'est déjà produit. On est venu aussi de la Sarthe: «Un public fidèle qui me suit, celui des rillettes et des 24 h du Mans!» Paulo, qui réussit le tour de force à chaque représentation de remettre sans cesse son texte au goût du jour, évoquant la Cop 21 ou les déboires amoureux de Hollande: «C'est un mou, mais pas de partout...», lance le comique qui frappe souvent en dessous de la ceinture.

«J'ai pris son nom au hasard dans l'annuaire», a aussi confié Paulo, à la sortie, à propos du docteur Dandelot, médecin exerçant à Châteaubernard, dont il a cité le



Paulo évoque son mariage «bidon» avec Thérèse, son épouse. Photo J. D.

nom, dénonçant des méthodes de praticien tout droit sorties de l'imagination fertile d'un artiste qui a mis ce pauvre médecin à toutes les sauces. «Il introduit sa caméra, mais il reste à l'extérieur» en racontant «l'escaloscopie» (coloscopie) sur un patient. «Paulo est un patchwork de Coluche, façon rurale, de Robert Lamoureux et de Goulebenèze, le poète patoisant», a analysé Jean-Pierre Doublet, du comité des fêtes, auquel on doit l'événement.

(1) C'est autant que Patrick Sébastien en 2013, ou Les Chevaliers du Fiel, salle Jean-Nonnet. Plus que Michel Boujenah en avril 2015 au Castel.

A gauche, la primaire dans l'air

Le premier secrétaire du Parti socialiste Jean-Christophe Cambadélis s'est prononcé hier pour une primaire en décembre ou en janvier 2017. Jean-Luc Mélenchon a déjà refusé

Le premier secrétaire du Parti socialiste Jean-Christophe Cambadélis a prôné hier l'organisation d'une primaire à gauche en décembre ou en janvier 2017, et estimé que «*tout est ouvert*» pour François Hollande, qui fait planer le doute sur sa candidature.

«*Je l'ai dit aux initiateurs de l'appel Notre primaire : pour moi, elle doit avoir lieu à l'hiver prochain, en décembre ou en janvier*», a déclaré M. Cambadélis dans un entretien au *Journal du dimanche* (JDD).

La primaire de la droite et du centre est programmée les 20 et 27 novembre.

A gauche, François Hollande, «*s'il était candidat, n'aurait pas obligation de participer à tous les débats : il ne ferait pas le tour*



«*Il faut que tout le monde s'engage à soutenir le vainqueur*» a souligné M. Cambadélis

d'indication en ce sens. Pour lui, tout est ouvert. Mon rôle, c'est de préparer les conditions pour que, quel que soit le candidat, il puisse choisir soit d'y aller soit de se passer de cette primaire», a-t-il expliqué.

«*Si cette primaire sans préalables et sans préjugés permet de sélectionner le meilleur candidat de la gauche, c'est une bonne idée, et il faut l'organiser. Je n'ai aucun souci. Je pense que le candidat le plus crédible par temps*

de crise est le président de la République. Qui peut être le plus efficace, le plus équilibré dans une période de crises multiples ? Ils ne sont pas légion à gauche». Cependant, «*il faut que tout le monde s'engage à soutenir le vainqueur*», a réaffirmé le député de Paris alors que Jean-Luc Mélenchon a «*proposé*» sa candidature pour l'Élysée. «*Il faut clarifier tout ça. Le Front de gauche a éclaté : Pierre Laurent a l'air partant, Jean-Luc Mélen-*

Les Français tentés par un indépendant

Une large majorité de sondés 78% se disent prêts à voter à une élection présidentielle pour un candidat qui ne serait «*ni issu ni soutenu par un parti politique*», selon un sondage Elabe pour Atlantico publié hier.

Selon ce sondage, 33% des personnes interrogées pourraient «*certainement*» voter pour un candidat non affilié à un parti et 45% «*probablement*». 16% ne pourraient «*probablement pas*» et 6% «*certainement pas*». 63% des sympathisants PS et 71% de ceux des Républicains pourraient faire un tel choix, de même que 79% des proches du FN et 84% de ceux d'EELV.

De même, 66% des sondés pourraient voter pour un candidat en dissidence vis-à-vis de son parti, contre 33% qui ne pourraient pas. 1% ne se prononcent pas.

Les partis politiques inspirent de «*l'inquiétude*» pour 40% des sondés, de la «*colère*» pour 34% d'entre eux, de «*l'indifférence*» (22%). Pour 3% des sondés, les formations politiques inspirent de la «*confiance*» et pour 1% de «*l'enthousiasme*».

Sondage réalisé par internet les 16 et 17 février auprès d'un échantillon représentatif de 1.000 personnes de plus de 18 ans (méthode des quotas).

chon a l'air parti et Clémentine Autain est observatrice. Il y a donc au moins trois positions».

Je pense que le candidat le plus crédible par temps de crise est le président de la République

de France. Il n'a pas de problème de notoriété ! On peut aménager les choses pour que chacun puisse se présenter», selon M. Cambadélis.

Pour l'heure «*Je Président n'est pas candidat : il n'a pas donné*

Mauvaise surprise pour Alain Rousset

RÉGION La vice-présidence de Jean-François Macaire aux finances pourrait être remise en cause après la découverte par Alain Rousset d'une gestion picto-charentaise beaucoup moins saine qu'en Aquitaine ou en Limousin

PROPOS RECUEILLIS
PAR BENOÎT LASSERRE

b.lasserre@sudouest.fr

Il y a une dizaine de jours, Alain Rousset est alerté par la Fédération départementale du bâtiment de la Vienne, qui se plaint de factures impayées de la part de l'ex-Région Poitou-Charentes et souligne le risque que fait courir ce retard à de nombreuses entreprises. Suite à ce courrier, révélé par nos confrères de « La Nouvelle République du Centre-Ouest », Alain Rousset délègue à Poitiers un de ses collaborateurs, Alexandre Piton, qui découvre une situation financière de nature à « contrarier » l'actuel président de la Région ALPC.

« Sud Ouest ». Qu'avez-vous découvert dans les comptes de l'ancienne Région Poitou-Charentes ?

Alain Rousset. D'abord des factures impayées ou en retard, d'un montant de 132 millions d'euros. En raison de la fusion des trois Régions, les comptes devaient cette année être arrêtés en novembre, soit avec un mois d'avance. Dans ces factures, il y avait de l'investissement, c'est-à-dire des factures non réglées à des entreprises, et du fonctionnement, c'est-à-dire des dotations aux lycées non attribuées. Dès que j'ai été prévenu de cette situation, j'ai donné ordre aux services de résoudre le problème au plus vite. Pour l'heure,

46 millions d'euros ont déjà été payés. Tout sera soldé dans deux ou trois semaines. Le rattrapage se fait à marche forcée car ma préoccupation principale est la santé des entreprises. Cela se fait, je tiens à le préciser, sans poser le moindre souci de trésorerie.

Pourquoi cette situation ne se produit-elle qu'en Poitou-Charentes et n'en Aquitaine ni en Limousin ?

Il y a en effet un problème spécifique picto-charentais. Je l'assume et je le règle. Disons que c'est une Région qui manifestait beaucoup de volontarisme et avait sans doute les yeux plus gros que le ventre par rapport aux capacités de financement. Cela me renforce dans ma volonté d'harmoniser le plus rapidement possible les politiques publiques issues des trois Régions.

Ces factures ne sont pas le seul souci que vous avez découvert...

Le diagnostic révèle en effet une faible capacité de désendettement ainsi que 130 millions d'euros d'emprunts dits structurés, c'est-à-dire ces emprunts à taux faible, adossés à d'autres monnaies comme le franc suisse ou le yen, et qui, selon la fluctuation de ces monnaies, peuvent exploser et devenir des emprunts toxiques. Ce sont des mines sous nos pieds et je veux justement les solder pour assainir les finances.

En avez-vous parlé à Jean-François Macaire, l'ex-président qui est aujourd'hui vice-président aux finances de la nouvelle Région ?

Oui, bien sûr, et il m'a fait part de sa préoccupation. Mon souci est de savoir s'il était totalement au courant de cette situation pour laquelle j'ai été amené à relever de ses fonctions le directeur des finances de l'ancienne Région Poitou-Charentes.

Mais, vu la situation picto-charentaise, Jean-François Macaire peut-il rester vice-président aux finances ?

C'est une situation évidemment gênante. Je lui ai posé la question et, selon ce qu'il décidera, je prendrai mes responsabilités. Je tiens à dire qu'il n'y aura pas de crise au sein de l'exécutif, pas plus qu'il n'y aura de catastrophe budgétaire. Ces découvertes sont contrariantes mais il faut les mettre en perspective avec un budget qui s'élève à 2,4 milliards d'euros.

Comment cette situation a-t-elle pu échapper aux radars de la Chambre régionale des comptes et au travail que vous avez effectué en amont de la fusion, notamment lors de la campagne électorale ? Si on ne vous communique pas tous les documents et si vous n'êtes pas en mesure de les réclamer, comme je le suis désormais en tant que président, vous ne pouvez pas être au courant. J'ignorais cette situation. Je

pense être assez réputé pour mon souci de rigueur, quasiment auvergnat, dans la gestion de l'argent public. Si j'avais été au courant, ça n'aurait pas traîné. Tout comme je suis connu pour mon souci de transparence, d'où le fait que je réponde à vos questions.

La situation est-elle également gênante du fait de la personnalité de l'ancienne présidente, Ségolène Royal ?

Ne mélangez pas tout. Ségolène

Royal a cédé la présidence de la Région depuis un bon bout de temps et il n'y a chez moi aucune arrière-pensée politique. Je réagis là uniquement en gestionnaire de l'argent public.

Sur le plan politique, en revanche, je répète qu'il est urgent d'harmoniser nos politiques publiques. D'où ma décision de lancer un audit global sur les trois anciennes Régions et de rencontrer rapidement le président de la Chambre régionale des comptes.

Jean-François Macaire sur un siège éjectable



Jean-François Macaire. ARCH. AFP

EXÉCUTIF Alain Rousset souhaite que son vice-président aux finances quitte de lui-même son fauteuil

Alain Rousset a beau marcher sur des œufs quand il évoque Jean-François Macaire, l'ancien président picto-charentais, on devine entre les lignes que le sort de l'actuel vice-président délégué aux finances de la nouvelle Région Aquitaine est quasiment scellé.

On ne voit en effet pas comment Alain Rousset pourrait laisser à ce poste, ô combien sensible et stratégique, un élu qui laisse une telle ardoise. S'il n'était pas au courant, c'est grave, surtout aux yeux d'Alain Rousset pour qui, « dans une collectivité, le vrai patron des finances, c'est le pré-

sident ». S'il était au courant et qu'il a dissimulé la situation, c'est tout aussi grave.

« Début janvier, j'ignorais tout » En vacances ces derniers jours au Québec, Jean-François Macaire est aujourd'hui à Bordeaux, où se tient une commission permanente dont on peut penser qu'elle sera mouvementée et au cours de laquelle Alain Rousset promet d'informer les élus de la situation.

Ce qu'a découvert Alexandre Piton, envoyé spécial à Poitiers pour remet-

tre de l'ordre, est un gros caillou dans la chaussure d'Alain Rousset. Mais il faut se rappeler que, pendant la campagne électorale, ses relations avec Jean-François Macaire, qui s'était présenté contre lui à la primaire, n'étaient pas placées sous le signe d'une grande confiance. « On avait souvent du mal à obtenir certains documents », se souvient un proche d'Alain Rousset. Au point qu'on se demande d'ailleurs pourquoi le président élu lui a confié les finances. « Mais début janvier, j'ignorais tout de cette situation », répond-il.

La confiance était en tout cas suffisamment faible pour qu'Alain Rousset préfère attribuer la première vice-présidence au Limousin Gérard Vandenbroucke, avec lequel les relations étaient au beau fixe.

Le ménage commence donc à être fait à Poitiers. Le directeur financier a été relevé de ses fonctions et les proches de Jean-François Macaire, mais, avant lui, de Ségolène Royal, comme François et Blanka Scarbonchi, ont été mis sur la touche. Et ce n'est sans doute pas fini. ...

B. L.

« On le dit depuis des années »

■ Président de la Fédération des Républicains de la Vienne et réélu conseiller régional en décembre dernier, Olivier Chartier est le futur président de la commission des finances puisque Alain Rousset a annoncé que cette présidence reviendrait à un élu d'opposition.

Olivier Chartier a été désigné à l'unanimité par les membres de l'intergroupe d'opposition mené par Virginie Calmels. Il est vrai que cet élu issu du secteur bancaire est un professionnel des finances et qu'il était l'un des fers de lance de l'opposition à Ségolène Royal, puis à Jean-François Macaire.

« GESTION CHAOTIQUE »

Il n'est donc pas surpris par ce qu'annonce Alain Rousset. « Tout ceci est le résultat de la gestion chaotique menée par Ségolène Royal, dit-il. Des investissements hasardeux faits loin des compétences de la Région et soi-disant placés sous le signe du volontarisme politique. »

Olivier Chartier pointe notamment du doigt « les dizaines de millions d'euros perdus pour rien dans le dossier Heuliez dont M^{me} Royal avait fait l'un de ses emblèmes, mais qu'elle a surtout utilisés dans sa course aux primaires de 2011 ».

Olivier Chartier se montre presque

indulgent à l'égard de son successeur Jean-François Macaire. « Il a surtout récupéré les pots cassés par M^{me} Royal sans avoir la même qualité dans l'administration. »

D'AUTRES SURPRISES ?

Le futur président de la commission des finances doit rencontrer cet après-midi, à 14 h 30, Alain Rousset pour évoquer leur cohabitation.

« J'apprécie la transparence dont il fait preuve, même si je pense qu'il se doutait d'avance qu'il allait récupérer des dossiers pourris avec Poitou-Charentes. Pour ce qui est du sort de Jean-François Macaire, ce n'est pas à moi d'en parler. »

Olivier Chartier redoute également que les placards picto-charentais abritent d'autres cadavres. « On n'est peut-être pas au bout de nos surprises. Aquitaine et Limousin devront sans doute éponger la gestion picto-charentaise », confie-t-il.

« J'espère qu'il n'y aura pas d'autres mauvaises surprises », estime en écho Alain Rousset, qui, en dépit de ces ardoises, ne veut pas croire que la mariée était trop belle. « Elle reste très belle. Il y a un personnel de très grande qualité en Poitou-Charentes et un immense potentiel économique, industriel et agricole. »

B. L.



En 2015, l'Asvad a reçu 1 432 victimes, ayant principalement subi des violences conjugales.

L'aide aux victimes se renforce

JUSTICE En 2016, l'Asvad charentaise va continuer de se structurer et développer ses compétences

SOPHIE CARBONNEL
s.carbonnel@sudouest.fr

Dix ans qu'elle existe dans la tête des initiés. La Journée européenne pour les victimes a longtemps manqué de visibilité. Si ce 22 février elle fête sa décennie, elle n'en reste pas moins en quête de reconnaissance. À Angoulême, le bureau de l'Association de soutien aux victimes d'actes de délinquance (Asvad) poursuit sa mission et profite de ce rendez-vous européen pour rappeler qu'elle existe.

Fédéré par l'Institut national d'aide aux victimes et de médiation (Inavem), l'Asvad charentaise est une épaule juridique et psychologique sur laquelle les personnes atteintes par un homicide, un vol, ou encore des violences peuvent s'appuyer. Son utilité n'est plus à démontrer. En 2015, l'Asvad a reçu 1 432 victimes dont 190 saisines par le parquet d'Angoulême.

Sur ces 1 432 personnes, sans surprise 837 ont subi des violences conjugales dont 71 viols, 368 d'atteintes aux biens, et 73 d'accidents

de la route. Grâce à ses permanences hebdomadaires aux commissariats d'Angoulême et de Cognac, et à la Maison de justice et de droit de la préfecture, l'Asvad gagne en puissance. Elle emploie aujourd'hui trois juristes et une psychologue.

« Nos coordonnées sont toujours données dans les procédures judiciaires, explique la présidente de l'association Maguy Bertrand. Nous sommes souvent sollicités par le parquet pour accompagner des victimes de délits graves, mais il ne faut pas oublier les problèmes bénins. Nous pouvons apporter notre aide pour un accident matériel ou même une rayure sur sa voiture. »

Une « brigade » de bénévoles

Le bureau de l'Asvad, ouvert tous les jours de la semaine dans la salle des pas perdus du palais de justice d'Angoulême, voit défiler de plus en plus de personnes. En moyenne, l'Asvad reçoit 150 personnes par mois. « De nos jours, tout peut basculer d'un moment à l'autre. Un accident de bus comme à Puisseguin ou à Rochefort, un attentat... Il faut que les gens sachent qu'ils ne sont pas seuls. »

Si en cette Journée européenne pour les victimes, l'antenne charentaise n'a rien prévu de particulier, elle ne manque pas de projets pour l'année 2016. À commencer par une prochaine permanence à

la gendarmerie. Ensuite, la prise en charge de toutes les victimes, sans exception, des audiences du tribunal correctionnel. De plus, la présence d'un référent terrorisme et accident collectif va devenir obligatoire par département. Isabelle Decosterd, juriste et coordinatrice de l'équipe de la Charente, endossera ce rôle. Une équipe de bénévoles va ainsi voir le jour dans le but de renforcer le dispositif en cas de graves accidents. « Ces gens seront formés, explique Isabelle Decosterd. Ils ne nous remplaceront pas mais seront le relais entre les victimes et nos services si besoin. »

La création d'un poste de secrétaire d'État chargé de l'aide aux victimes, le 11 février dernier par Manuel Valls, donne encore plus de crédibilité à l'Asvad. D'autant que l'association ne vit que grâce à des subventions, à hauteur de 60 % pour le ministère de la Justice, et 10 % de la préfecture. Le reste se partage entre les différentes collectivités locales. En 2015, son budget annuel a atteint les 135 000 €.

« Nous sommes bien visibles par le parquet et les autorités, poursuit Maguy Bertrand. Maintenant, il faut que toutes les victimes connaissent notre existence et sachent qu'elles bénéficieront d'une égalité de traitement. »

Asvad, au palais de justice d'Angoulême du lundi au vendredi de 14 heures à 16 h 30. Tél. 05 45 37 11 11.

« Ce n'est pas une volonté de tout bouffer »

SPORT Le Cognac Tennis Club s'apprête à vivre une période, à court et moyen terme, assez chargée

DIDIER FAUCARD

d.faucard@sudouest.fr

Le Cognac Tennis Club (CTC), ses dirigeants et ses bénévoles ne vont guère avoir le loisir de chômer dans les mois à venir.

Cela pour plusieurs raisons et la première est politique. « Mais le sportif doit suivre », indique Marc Cordier, le président du club, liée aux bouleversements de la gouvernance territoriale : La grande région Aquitaine-Poitou-Charentes-Limousin vient de naître et la Communauté d'agglomération du Pays de Cognac devrait voir le jour en début d'année prochaine. « Il est inutile de se voiler la face. Nous sommes prévenus, les clubs sportifs de la même discipline sont appelés à se regrouper. Pour être soutenu financièrement et logistiquement, il va falloir être structuré. On peut facilement imaginer que la Communauté d'Agglomération du Pays de Cognac favorisera, au niveau des subventions, les structures organisées présentant des objectifs communs, dans l'intérêt des utilisateurs », juge Marc Cordier.

Les subsides se faisant rares à tous les niveaux, la belle époque où les collectivités locales saupoudraient un peu partout les aides est désormais révolue. L'heure est, en effet, plutôt à la concentration et à la rationalisation des moyens. Pour le tennis comme pour le reste, comme en atteste, par ailleurs, la nouvelle orientation que veut donner l'actuelle Ligue Poitou-Charentes à ses aides aux clubs qui va dans le même sens. « Elle a décidé d'en aider 10. C'est peu. » Là aussi, il semble bien loin le temps où feu Philippe Chatrier,



L'école de tennis de Cognac qui en retrouvera d'autres le 19 mars. PHOTO DR

alors président de la FFT, dans un souci de développement et de démocratisation de son sport, souhaitait voir l'implantation d'un court dans chaque commune.

« Mutualiser les moyens »

Fort heureusement, le CTC fait partie des heureux élus, avec le club d'Angoulême, des heureux élus en Charente. « Mais tout cela, va nous obliger à travailler différemment, à avoir une implication encore plus grande du club », souligne le président. Autrement dit à développer un véritable projet sportif et à fédérer les énergies autour du superbe complexe de Saint-Brice. La CdC de Cognac a déjà suggéré l'idée d'un rapprochement avec le club de Châteaubernard, comme pour le foot ou le tennis de table (espérons que ce soit un peu plus simple, NDLR). Mais l'action menée ici dépassera, sans doute, ce simple cadre pour concerner l'ensemble du territoire de la future Agglo.

« Cela permettra d'avoir du personnel permanent sur le site, ce

sera un plus au niveau de la sécurité, surtout pour les enfants, un secrétariat commun aux clubs et peut-être la possibilité pour les profs d'intervenir sur les différents sites », ajoute Marc Cordier. S'attendant à une levée de boucliers possible, à la volonté de certains de préserver leur pré carré, le président cognaçais s'empresse d'ajouter qu'il n'est pas dans l'objectif du CTC de profiter de cette nouvelle donne pour « bouffer » les clubs alentours. Mais, « nous sommes objectifs et pas dans le rêve que tout restera pareil », assène-t-il.

Les clubs, selon lui, sont face à un nouveau défi et dans l'obligation de mutualiser leurs forces. C'est suivre l'évolution ou bien, sinon disparaître, tout au moins voir les moyens diminuer et se retrouver à la traîne. « La responsabilité pénale et civile qui incombera au futur président ne donne pas particulièrement envie de l'être. Ce n'est donc pas de l'ambition », justifie Marc Cordier.

Wait and see (patienter et voir)



Marc Cordier, ici à gauche avec le vice-président Christian Bletry. PHOTO D.F.

comme disent les Anglais. Peut-être que le fait que le club se trouve à Saint-Brice, en « terrain neutre », facilitera les rapprochements. En attendant, le Cognac tennis club, « qui se porte bien avec une équipe pédagogique restructurée et une légère hausse des bénévoles », a du pain sur la planche lors de ce premier semestre (lire ci-dessous). Et l'occasion de montrer que la structure a les reins assez solides pour assumer son futur rôle de pôle.

CHÂTEAUBERNARD

Paulo a fait rire aux éclats le Castel vendredi soir



Paulo a entraîné le public dans une partie de chasse rocambolesque. PHOTO S. B.

560 places assises vendues, le comité des fêtes a dû jouer des chaises pour accueillir tout son petit monde vendredi soir au Castel. La star nous venait de Sarthe, humoriste au grand cœur. Son petit nom, c'est Paulo. Point de nappe à carreaux rouge et blanche, ni de panier tressé. Mais c'était tout comme, Paulo a offert son pique-nique sarthois à la sauce charentaise en faisant « péter » les conserves mention 100% terroir deux heures de temps.

Au menu une partie de chasse épique, la rencontre avec sa Thérèse, l'ode au pot de chambre et autres commodités. Avec lui, on met volontiers le frein à main tant on s'y

croirait : la scène se colore de ses mots, mimiques.

Son spectacle s'intitule « À travers champs » alors Paulo traverse aussi la vie comme il dit : boîte de nuit, téléphonie, verlan, canicule, tout y passe. On rit. Le Sarthois s'offre même le luxe d'une chorale gallinacée avec son public. « Céline » d'Hugues Aufray devient « Pou-poule ». Pour ceux qui ne le savaient pas, Paulo a travaillé aux poulets de Loué, cela laisse forcément quelques plumes poétiques. L'humoriste revient en Charente le samedi 26 mars à l'Espace Franquin d'Angoulême.

Sandra Ballan